



A MEMBER OF AMERICAN INTERNATIONAL GROUP, INC.

CONDITIONS GENERALES D'ASSURANCE

ARTICLE 1 Définitions

- 1.1 Année d'assurance
- 1.2 Assuré
- 1.3 Assureur
- 1.4 Contamination microbienne
- 1.5 Dommage
- 1.6 Frais de sauvetage
- 1.7 Franchise
- 1.8 Législation environnementale
- 1.9 Période d'assurance
- 1.10 Police
- 1.11 Pollution
- 1.12 Postériorité
- 1.13 Preneur d'assurance
- 1.14 Réservoirs enterrés
- 1.15 Sinistre
- 1.16 Sites assurés
- 1.17 Sites de tiers
- 1.18 Tiers

ARTICLE 2 Objet et étendue de la garantie

ARTICLE 3 Montants garantis et franchises

- 3.1 Montants garantis et franchises
- 3.2 Frais de sauvetage et intérêts

ARTICLE 4 Exclusions

- 4.1 Amiante et plomb
- 4.2 Contamination microbienne
- 4.3 Pluies acides
- 4.4 Risque nucléaire
- 4.5 Responsabilité contractuelle
- 4.6 Responsabilité Patronale
- 4.7 Amendes et Pénalités
- 4.8 Faute lourde
- 4.9 Réservoirs enterrés
- 4.10 Guerre, terrorisme
- 4.11 Catastrophes naturelles
- 4.12 Responsabilité du fait des produits
- 4.13 Responsabilité croisée
- 4.14 Modification des activités assurées
- 4.15 Biens hors contrôle du Preneur d'assurance
- 4.16 Moyens de transport, installations off-shore

ARTICLE 4 Conditions communes à toutes les garanties

- 5.1 Déclaration du risque à la conclusion du contrat
- 5.2 Changement du risque assuré pendant la durée d'effet de la police
- 5.3 Date d'effet de la police
- 5.4 Date d'expiration de la police
- 5.5 Paiement de la prime
- 5.6 Non paiement de la prime
- 5.7 Résiliation
- 5.8 Obligation de l'assuré en cas de sinistre
- 5.9 Prévention de contrôle
- 5.10 Accès à l'information
- 5.11 Subrogation
- 5.12 Représentant exclusif
- 5.13 Communications
- 5.14 Annulation, interprétation et exécution de la loi
- 5.15 Loi applicable à la nouvelle convention
- 5.16 Litige
- 5.17 Ombudsman
- 5.18 Transfert de droits

POLICE D'ASSURANCE EnviroPro 2007

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1. DEFINITIONS

1.1. Année d'assurance

la période de 12 mois à calculer à partir de la date d'effet de la police et chaque période correspondante de la même durée, la période inférieure à 12 mois prenant cours à la date d'effet de la police et se terminant à la date de renouvellement.

1.2. Assurés

On entend par assuré :

- le preneur d'assurance ;
- les organes, associés, représentants légaux, préposés dirigeants du preneur d'assurance agissant dans le cadre de leurs fonctions ;
- les membres du personnel du preneur d'assurance
- les intérimaires, indépendants, sous-traitants lorsqu'ils agissent sous l'autorité, la direction ou la surveillance du Preneur d'assurance ;
- toute personne physique ou morale pouvant légalement engager la responsabilité du Preneur d'assurance.

1.3. Assureur

L'assureur est la compagnie d'assurances, signataire du présent contrat.

1.4. Contamination microbienne

On entend par « contamination microbienne » toute contamination générée par un microorganisme, c'est-à-dire les substances fongiques et bactériennes, bacilles ou germes qui se reproduisent par libération de spores ou division cellulaire, en ce compris mais non limitées à celles-ci les moisissures ou virus, que ces substances soient vivantes ou non.

1.5. Dommage

On entend par dommage

. Dommages corporels

On entend par « dommages corporels » toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne physique, ainsi que toutes ses conséquences comme le dommage moral ou le préjudice esthétique.

. Dommages matériels

On entend par « dommages matériels »:

- toute détérioration ou destruction d'une chose ou d'une substance, ou toute atteinte physique à des animaux, dès lors que ces choses, substances ou animaux constituent des biens appartenant à un tiers ;

. Dommages immatériels

On entend par « dommage immatériel » tout préjudice pécuniaire qui est la conséquence d'un dommage corporel ou matériel couvert.

. Frais d'assainissement

On entend par « frais d'assainissement » l'ensemble des frais nécessaires et raisonnablement exposés, en ce compris les honoraires et les frais judiciaires ou autres, moyennant le consentement préalable de l'assureur, en vue de procéder, dans le cadre requis par **la législation environnementale**, aux mesures et opérations visant à la recherche, la détection, l'identification, la délimitation, la neutralisation, l'isolation, le confinement, la suppression, la destruction, le nettoyage ou **l'élimination des sols**, eaux de surface ou souterraines polluées ou de toute autre pollution, ainsi que les mesures visant à surveiller l'évolution de la pollution après les travaux de réhabilitation.

Les **frais d'assainissement** comprennent **les frais de remise en état**.

On entend par « frais de remise en état » l'ensemble des frais résultant des mesures raisonnables et nécessaires prises par **l'assuré**, moyennant le consentement préalable de **l'assureur**, en vue de restaurer, réhabiliter ou remplacer les biens mobiliers ou immobiliers détruits ou détériorés durant les opérations d'assainissement, afin de les remettre dans l'état le plus proche possible de ce qu'ils étaient avant le début de ces opérations. Toutefois, ces frais de remise en état ne pourront pas excéder la valeur nette de ces biens avant les opérations d'assainissement.

Ces frais n'incluent pas les frais de rénovation, d'amélioration ou d'embellissement.

Ces frais de remise en état constituent une sous –limite des **frais d'assainissement**.

- Dommages à la biodiversité

On entend par « dommages à la biodiversité » toute détérioration, destruction ou atteinte physique causée aux sols, sous-sols, eaux de surface ou souterraines, espèces protégées ou habitats naturels protégés, dommages pour lesquels le Preneur d'assurance est légalement responsable en vertu de la Directive Européenne 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale ou en vertu de toute autre législation ayant la même portée et applicable en Belgique.

1.6. Frais de sauvetage

On entend par frais de sauvetage les frais découlant

- des mesures demandées par l'assureur aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences des sinistres garantis.

- des mesures raisonnables exposées d'initiative par l'assuré soit pour prévenir un sinistre garanti soit pour en prévenir ou en atténuer les conséquences pour autant que ces mesures soient urgentes cad que l'assuré est obligé de les prendre sans délai , sans possibilité d'avertir et d'obtenir l'accord préalable de l'assureur sous peine de nuire aux intérêts de celle-ci.

S'il s'agit de mesures pour prévenir un sinistre garanti, il doit s'agir d'un danger imminent càd que si ces mesures n'étaient pas prises, il en résulterait à très court terme et certainement un sinistre garanti.

1.7. Franchise

La partie de l'indemnité qui à chaque sinistre reste à charge du **preneur d'assurance**.

La franchise qui vient en diminution du montant de l'indemnité est appliquée seulement 1 fois par sinistre peu importe le nombre de **tiers** impliqués.

1.8. Législation environnementale

On entend par « législation environnementale » les textes de loi, directives, décrets, arrêtés, statuts, réglementation, orientations, principes ou usages ayant force de loi, ou toute notification, ordonnance ou directive émanant de tout organisme ou agence gouvernementale ou officielle compétente pour les questions d'hygiène, de sécurité ou d'environnement, et qui se rapportent à la pollution, telles que définie par le présent contrat.

1.9. Période d'assurance

On entend par « période d'assurance » la durée fixée en Conditions Particulières.

1.10. Police

La police est constituée par les conditions générales et particulières ainsi que par les avenants qui font parties intégrantes du contrat d'assurance. Le questionnaire complété et agréé par l'assureur fait partie intégrante du contrat d'assurance.

1.11. Pollution

On entend par « pollution » la décharge, la dispersion, la dissémination ou l'échappement de fumées, vapeurs, suie, émanations, alcalis, éléments chimiques toxiques, liquides ou gaz, déchets ou autres irritants, contaminants ou polluants, à l'exclusion de la contamination microbienne, sur ou dans les sols, l'atmosphère ou tout cours d'eau ou étendue d'eau, ainsi que les eaux souterraines, à condition que ces éléments ne soient pas naturellement présents dans l'environnement aux concentrations ou quantités constatées, ainsi que la génération de bruit, d'odeurs, les variations de température excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage. La pollution ne comprend pas la contamination microbienne.

1.12. Postériorité (« extended reporting period »)

Sont également prises en considération les réclamations introduites par écrit à l'encontre du preneur d'assurance, de l'assuré ou de l'assureur dans un délai de trente-six mois à compter de la date d'expiration du présent **contrat**, et qui se rapportent :

- à un **dommage** survenu pendant la durée de validité du **contrat** si, à la fin de ce contrat, le risque n'est pas repris par un autre assureur ;
- à des actes ou à des faits survenus pendant la durée de validité du **contrat** pouvant donner lieu à un **dommage** et qui sont déclarés à l'assureur pendant la durée d'effet de la police.

L'intervention de l'**assureur** est limitée par sinistre au montant encore disponible de la dernière année d'assurance au cas où une limite annuelle par sinistre a été fixée.

Cette postériorité de 36 mois est seulement d'application pour les sinistres pour lesquels un assuré est considéré comme responsable.

1.13. Preneur d'assurance

Le preneur d'assurance est la personne physique ou morale renseignée en conditions particulières.

1.14. Réservoirs enterrés

On entend par « réservoirs enterrés » les citernes, tanks et cuves enterrées, ainsi que les canalisations ou conduites reliées, dont au moins 10% du volume total se situe sous terre.

1.15. Sinistre

Par sinistre, on entend la demande en réparation ou la série de demande en réparation .

Par série de demandes en réparation, on entend toutes les demandes en réparation imputables à une même cause originelle.

En cas de série de demandes en réparation, la date du sinistre est celle de la première demande en réparation ou celle de la première déclaration des actes ou des faits pouvant donner lieu à un **dommage**.

1.16. Sites assurés

On entend par « sites assurés » chacun des sites identifiés en Conditions Particulières.

1.17. Sites de tiers

Un site pour lequel un tiers en sa qualité de propriétaire ou pour d'autres raisons commerciales a intérêt à la préservation du risque.

1.18. Tiers

On entend par « tiers » toute personne physique ou morale autre que l'assuré.

ARTICLE 2 OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

La présente police couvre le dommage entraîné par la pollution résultant de faits de pollution postérieurs à la date d'effet rétroactif précisée en conditions particulières lorsque la réclamation du tiers est adressée par écrit à l'assuré ou à l'assureur pendant la durée de validité de la police ou pendant la période de postériorité et qu'elle concerne :

- des dommages corporels , des dommages matériels ou des dommages immatériels subis par un tiers suite à la pollution dont l'assuré est responsable,
- des frais d'assainissement d'un site de tiers suite à la pollution affectant le sol ou le sous-sol d'un site assuré et pour lequel l'assuré est responsable.

Sont également couverts les frais d'assainissement ainsi que les dommages à la biodiversité que l'assuré est légalement tenu d'exposer pendant la durée de validité de la police suite à une pollution résultant de faits de pollution postérieurs à la date d'effet rétroactif précisée en conditions particulières et affectant un site assuré pendant la durée de validité de la police.

Ne sont pas couverts les frais d'assainissement ou les dommages subis par un tiers et consécutifs à un acte ou une omission consciente et volontaire commise par un assuré lorsque le dommage était raisonnablement prévisible.

ARTICLE 3. Montants assurés et franchises

3.1. Montants assurés et franchises

L'assureur indemnise chaque **sinistre** à concurrence du montant figurant en conditions particulières sous déduction de la **franchise** prévue en conditions particulières.

Le montant maximum dont est tenu l'assureur par police et par **année d'assurance** est prévu en conditions particulières.

3.2. Frais de sauvetage et intérêts

En cas de sinistre mettant en cause la responsabilité d'un assuré, l'assureur indemnise au-delà des sommes assurées les frais de sauvetage et les intérêts et frais conformément aux art .52 et 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Les frais de sauvetage ainsi que les intérêts et frais sont à charge de l'assureur même au-delà des sommes assurées.

Au-delà de la somme totale assurée, ils sont limités à :

- 495.787 € lorsque la somme totale assurée est inférieure ou égale à 2.478.935 €
- 495.787 € plus 20 % de la partie de la somme totale assurée comprise entre 2.478.935 € et 12.394.676 €
- 2.478.935 € plus 10 % de la partie de la somme totale assurée qui excède 12.394.676 € avec un maximum de 9.915.741 € comme frais de sauvetage.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 1992, soit 113.77 (base 1998=100)

L'**assuré** s'engage à informer dès que possible l'**assureur** des mesures qu'il a prises.

Il est précisé, pour autant que de besoin, que restent à charge de l'**assuré** les frais découlant des mesures tendant à prévenir un **sinistre** en l'absence de danger imminent ou lorsque le danger imminent est écarté.

Si l'urgence et la situation de danger imminent sont dues au fait que l'**assuré** n'a pas pris en temps utile les mesures de prévention qui lui incombent normalement, les frais ainsi engagés ne seront pas considérés comme des **frais de sauvetage** à charge de l'**assureur**.

ARTICLE 4. EXCLUSIONS

Sont seuls exclus :

4.1. Amiante et plomb

Les réclamations ou dommages qui résultent de la présence d'amiante ou de peinture au plomb affectant tout bien immobilier ou mobilier dans, sur ou sous le **site assuré**; cette exclusion ne s'applique pas aux frais d'assainissement du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

4.2. Contamination microbienne

Les réclamations résultant de ou les dommages causés par toute contamination microbienne.

4.3. Pluies acides

Les réclamations et les dommages résultant d'une **pollution** issue de pluies acides ou attribuable à celles-ci.

4.4. Risque nucléaire

Les dommages résultant directement ou indirectement de :

- la modification du noyau atomique ;
- la radioactivité ;
- la production de radiations ionisantes de toute nature ;
- la manifestation de propriétés nocives de combustibles nucléaires, de substances nucléaires ou de produits ou déchets radioactifs.

4.5. Responsabilité contractuelle

Les conséquences pécuniaires d'engagements contractuels pris par l'**assuré** ou par toute personne dont il est civilement responsable, dans la mesure où elles excèdent celles auxquelles il serait tenu si un fondement extra-contractuel avait été donné à l'action en responsabilité, sous réserve des conventions identifiées aux Conditions Particulières.

4.6. Responsabilité Patronale

Les conséquences pécuniaires résultant :

- de la responsabilité civile du preneur d'assurance en sa qualité d'employeur (Employer's Liability) ;
- des législations sur l'indemnisation des accidents du travail (Workers Compensation).

4.7. Amendes et pénalités

Les amendes judiciaires, transactionnelles, administratives ou économiques, les dommages à caractère punitif ou dissuasif (tels que les « punitive damages » ou « exemplary damages » de certains droits étrangers), ainsi que les sanctions de nature pénale et les honoraires, frais ou dépenses ou encore frais judiciaires liés à des poursuites répressives.

4.8. Faute lourde

4.8.1. la **pollution** occasionnée intentionnellement par l'**assuré**

4.8.2. Les dommages causés par :

- la négligence de l'assuré qui après la découverte d'une pollution n'a pas pris les mesures nécessaires le plus rapidement possible pour prévenir d'autres dommages
- la négligence de l'assuré qui n'a pas pris les mesures correctes imposées et nécessaires pour prévenir ou empêcher une pollution potentielle
- la négligence de l'assuré qui n'a pas pris les mesures adaptées pour l'usage, l'entretien et la sécurité des sites assurés.
- le non-respect des normes et règlements de sécurité relatif à l'activité de l'entreprise assurée ou à l'inobservation de la réglementation concernant la protection de l'environnement dans la mesure où ces violations sont tolérées par le preneur d'assurance, ses organes, ses dirigeants ou par les responsables techniques notamment ceux chargés de prévenir les atteintes à l'environnement.

4.9. Réservoirs enterrés

Les réclamations ou **dommages** qui résultent de faits de **pollution** imputables à toute cuve de stockage enterrée, localisée dans l'enceinte du **site assuré**, et qui n'a pas été déclarée aux Conditions Particulières du contrat.

4.10. Guerre, terrorisme

Les réclamations ou dommages résultant de, causés par ou à l'occasion de guerre (déclarée ou non), coups d'état, terrorisme, activités militaires ou de guérilla, sabotage, hostilités, rébellion, révolution, désordres civils, insurrection, usurpation de pouvoir, confiscation, nationalisation, destruction ou dommages à des biens sur ordre de l'autorité ou de toute organisation politique ou terroriste, grève, émeutes ou lock-out.

4.11. Catastrophes naturelles

Les dommages causés par des événements naturels catastrophiques, inondations, tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, sauf dans le cas où la responsabilité de l'assuré est établie à l'occasion de ces événements.

4.12. Responsabilité du fait des produits

Les **dommages** résultant d'un vice ou d'un défaut « des produits des **assurés** ».

Au sens du présent contrat, on entend par « produits des **assurés** » tous les biens ou produits, en ce compris les déchets, fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'assuré ou en son nom, en ce compris les emballages, matériaux, composants ou équipements y relatifs, ainsi que les garanties octroyées et les représentations faites relativement à leur état, qualité, durabilité, performance et mode d'emploi, ou l'oubli d'indiquer des avertissements ou des modes d'emploi.

4.13. Responsabilité croisée

Les réclamations formulées par un **assuré** contre une autre personne ou entité ayant également la qualité d'assuré au sens du présent **contrat**.

4.14. Modification des activités assurées

Les réclamations ou **dommages** résultant d'une modification des **activités assurées sur le site** assuré et durant la période de garantie, non communiquée à l'assureur, et qui a pour conséquence l'application de seuils de dépollution plus sévères que ceux qui étaient exigés pour ledit site à la souscription du contrat dans la mesure où dans ce cas, l'assureur n'aurait pas assuré le risque aggravé.

Dans cette hypothèse, l'assureur remboursera la totalité des primes payées.

4.15. Biens hors contrôle du Preneur d'assurance

Les dommages survenant postérieurement à l'abandon, la cessation d'activité, le changement d'exploitant, la vente ou la cession d'un **site assuré**, dès lors que le preneur d'assurance en a perdu le contrôle opérationnel.

4.16. Moyens de transport, installations off-shore

Les réclamations ou **dommages** causés par la **pollution** et qui résultent de l'entretien, l'usage, la circulation, le chargement ou le déchargement de tout véhicule automoteur terrestre faisant l'objet d'une obligation d'assurance, ainsi que de tout moyen de transport aérien, maritime, fluvial ou ferroviaire.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS GENERALES

5.1. Déclaration du risque à la conclusion du contrat

Le **preneur d'assurance** a l'obligation de déclarer exactement lors de la conclusion de la police toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour l'**assureur** des éléments d'appréciation du risque.

L'engagement de l'assureur est donc limitée au risque décrit dans la police et ses avenants sur base de la déclaration du preneur d'assurance.

En cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelle dans la déclaration,, les art 6 et 7 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre seront d'application

5.2. Changement du risque assuré pendant la durée d'effet de la police

En cas de diminution ou d'aggravation du risque au cours de l'exécution du **contrat d'assurance** , les article 25 et 26 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre seront d'application.

5.3. Effet de la police

Sauf dispositions contraires, la police prend effet à 00.00 heure à la date prévue en conditions particulières

5.4. Expiration de la police

Sauf dispositions contraires, la police expire à 24 heures à la date prévue en conditions particulières.

5.5. Paiement de la prime

Les primes sont quérables.Elles sont payables à la présentation de la quittance ou à la réception d'un avis d'échéance .

A défaut d'être fait directement à l'**assureur**, est libératoire le paiement de la prime fait au producteur d'assurance porteur de la quittance établie par l'**assureur** ou qui intervient lors de la conclusion ou lors de l'exécution du **contrat**.

5.6. Non-paiement de la prime

Le défaut de paiement d'une prime à l'échéance donne lieu à la suspension de la garantie ou à la résiliation du contrat, moyennant mise en demeure du preneur d'assurance.

La mise en demeure est faite soit par exploit d'huissier , soit par lettre recommandée à la poste.

Elle comporte sommation de payer la prime dans un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste.

La suspension n'a d'effet qu'à l'expiration de ce délai de 15 jours .

Lorsque le contrat est suspendu, l'assureur peut résilier le contrat si elle s'en est réservé la faculté dans la mise en demeure qui a été adressée au preneur d'assurance.

Dans ce cas, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Durant cette période de suspension de garantie, aucune couverture n'est accordée par ce contrat.

Le **preneur d'assurance** est néanmoins tenu de rembourser la prime, y compris les frais, les taxes et impôts dûs , les intérêts de retard ainsi que tous les frais de justice ou autres encourus par l'**assureur**.

5.7. Résiliation

5.7.1. La police peut être résiliée par l'assureur soit par lettre recommandée à la poste, soit par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé .

Sauf les cas de non paiement de la prime et de violations des obligations contractuelles contenues dans la loi du 25 juin 1992 et sanctionnées par la résiliation, la résiliation par l'assureur n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée à la poste, de la signification ou de la date du récépissé.

5.7.2. L'assureur et le preneur d'assurance ont le droit de mettre fin au contrat au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité après la survenance d'un sinistre et ce sans justification.

Cette résiliation prend effet un mois après la date de la notification

5.7.3 Lorsque le preneur d'assurance ou l'assuré a manqué à une des obligations nées de la survenance du sinistre dans l'intention de tromper l'assureur, la résiliation de la police par l'assureur prend effet lors de sa notification.

5.8. Obligation de l'assuré en cas de sinistre

5.8.1. L'**assuré** doit déclarer tout **sinistre** à l'**assureur** dès que possible et au plus tard dans les 15 jours de la prise de connaissance des faits.

5.8.2. L'**assuré** doit fournir sans retard à l'**assureur** tous renseignements utiles et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et fixer l'étendue du **sinistre**.

5.8.3. L'**assuré** doit prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du **sinistre**.

5.8.4. Si l'**assuré** ne remplit pas une de ces obligations prévues aux art 5.8.1. à 5.8.3., et qu'il en résulte un préjudice pour l'**assureur** , celui-ci a le droit de prétendre à une réduction de sa prestation, à concurrence du préjudice qu'il a subi.

Si , dans une intention frauduleuse, l'assuré n'a pas exécuté les obligations en question, l'assureur peut décliner sa garantie.

5.8.5. Tout acte judiciaire ou extra-judiciaire relatif à un **sinistre** doit être transmis à l'assureur, dès sa notification, sa signification ou sa remise à l'**assuré**, sous peine, en cas de négligence, de tous dommages et intérêts dus à l'**assureur** en réparation du préjudice qu'il a subi.

5.8.6. L'**assuré** doit comparaître aux audiences et se soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par une autorité judiciaire ou publique.

Lorsque par négligence, l'**assuré** ne comparet pas ou ne se soumet pas à une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou publique, il doit réparer le préjudice subi par l'assureur.

L'**assuré** doit s'abstenir de toute reconnaissance de responsabilité , de toute transaction, de toute paiement ou promesse de paiement.

L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent constituer une cause de refus de garantie.

L'indemnisation ou la promesse d'indemnisation de la personne lésée faite par l'**assuré** sans l'accord de l'**assureur** n'est pas opposable à cette dernière.

5.9. Prévention et contrôle

Les représentants de l'assureur ont le droit , s'ils le désirent, pendant la période d'effet de **la police** et pendant la période de postériorité d'inspecter, **les sites assurés**.

Les **assurés** s'engagent à mettre du personnel à la disposition des représentants de l'**assureur** afin d'assister ceux-ci dans leurs visites de l'entreprise.

Ces inspections ne créent aucune obligation à l'égard de l'**assuré**.

5.10. Accès à l'information

L'**assuré** consent à fournir à l'**assureur** toutes les informations établies concernant les **frais d'assainissement** d'une pollution couverte par cette police et à fournir à l'**assureur** un libre accès pour interroger un collaborateur ou pour consulter des documents de l'**assuré**.

5.11. Subrogation

L'**assureur** est subrogé, à concurrence du montant de l'indemnité payée, dans les droits et actions de l'**assuré** contre les tiers responsables du dommage.

Si , par le fait de l'**assuré**, la subrogation ne peut plus produire ses effets en faveur de l'**assureur** , celui-ci peut lui réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

5.12 Représentant exclusif

Le preneur d'assurance est habilité à négocier au nom de chaque assuré les termes et conditions de la police et de ses avenants éventuels et il est tenu de respecter en leurs noms les obligations découlant de la police et des avenants éventuels

5.13. Communications

Les communications du **preneur d'assurance** et ou de l'**assuré** à l'**assureur** valent comme communications à l'**assureur** dès qu'elles sont faites par écrit et adressées à l'adresse de l'**assureur** mentionnée dans les conditions de la police.

Les communications de l'**assureur** ou au nom de l'**assureur** au **preneur d'assurance** et ou à l'**assuré** peuvent être rédigées par écrit et valablement aux représentants du **preneur d'assurance** et ce à l'adresse du **preneur d'assurance** et ou de l'**assuré** mentionnée dans les conditions de la police.

5.14. Annulation, interprétation et exécution de la loi

5.14.1. Si dans la police subsistent des dispositions qui, pour quelques raisons que ce soient, demeurent illégales , invalides ou sans force de loi, ces dispositions seront interprétées d'une manière restrictive de telle sorte que cette notion d'illégalité, d'invalidité et d'absence de force de loi soient compatible avec les lois applicables.

5.14.2. Les dispositions de la police qui sont contraires à la législation du pays où la police est souscrite sont amendées de façon à ce qu'elles soient mises en conformité avec les lois et règlements.

5.15. Loi applicable à la présente convention

La présente convention est régie par le droit belge.

5.16. Litige

Sauf si l'on en dispose autrement, tous les litiges dérivant du présent contrat seront soumis aux juridictions du tribunal compétent à Bruxelles.

5.17 Ombudsman

Tout problème relatif au présent contrat peut être soumis par le *preneur d'assurance* à **l'assureur**, à l'entremise de l'intermédiaire d'assurance.

Si le preneur d'assurance estime ne pas avoir obtenu la solution adéquate, il peut s'adresser à l'Ombudsman de l'Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances (U.P.E.A.), Square de Meeûs 29 à 1000 Bruxelles, ou encore à l'Office de Contrôle des Assurances (O.C.A.), Avenue de Cortenbergh 61 à 1000 Bruxelles, sans préjudice de la possibilité de recourir à une procédure judiciaire..

5.18 Transfert de Droits

La présente police ne peut être transférée sans accord écrit préalable de l'assureur.